



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Joëlle URBANI

## **Hors commission - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension - Communes de Montpellier et de Lattes - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Approbation**

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 30 janvier 1992, le Conseil du district de Montpellier, devenu Montpellier Méditerranée Métropole, approuvait le dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Garosud et extension, et confiait à la SERM l'aménagement de la zone.

Au 31 décembre 2021, la SERM a emprunté 26 622 k€, entièrement mobilisés. Afin de préserver l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la SERM souhaite réaliser un nouvel emprunt de 2 000 000 €.

A la suite d'un appel d'offre de la SERM, cet emprunt de 2 000 000 € est envisagé auprès du Crédit Agricole du Languedoc et auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon. Les caractéristiques de ces deux emprunts sont les suivantes :

- **Emprunt auprès du Crédit Agricole du Languedoc :**
  - Montant : 1 000 000 € ;
  - Taux fixe de 3.31% ;
  - Durée : 4 ans ;
  - Échéances trimestrielles ;
  - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80% ;
- **Emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon :**
  - Montant : 1 000 000 € ;
  - Taux fixe de 2.95 % ;
  - Durée : 4 ans ;
  - Commission d'engagement : 0.10 % ;
  - Remboursement anticipé possible totalement ou partiellement moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
  - Échéances trimestrielles ;
  - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% :

- De l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc ;
- De l'emprunt d'un montant de 1 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1 000 000 € sollicité par la SERM à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc, soit un montant de 800 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1 000 000 € sollicité par la SERM à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Jacques MARTINIER, Mme Mylène MIFSUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216158-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 1312 GAROSUD CAGricole Offre signé 21 10 22 1ME.pdf
- 1312 GAROSUD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.